



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Concert de rentrée « Start UGA » 2025

N° du CCP : 24FSM047

Université Grenoble Alpes
DIRection de la COMmunication (DIRCOM)
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
1.3 - Réalisation de prestations similaires	3
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Durée et délais d'exécution	4
3.1 - Durée du contrat	4
3.2 - Délais d'exécution	4
4 - Prix	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
4.2 - Modalités de variation des prix	5
5 - Garanties Financières	5
6 - Avance	5
6.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
6.2 - Garanties financières de l'avance	5
7 - Modalités de règlement des comptes	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement	5
7.3 - Délai global de paiement	6
7.4 - Paiement des cotraitants	6
7.5 - Paiement des sous-traitants	6
8 - Conditions d'exécution des prestations	7
9 - Développement durable	7
10 - Constatation de l'exécution des prestations	7
10.1 - Vérifications	7
10.2 - Décision après vérification	8
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	8
12 - Garantie des prestations	8
13 - Pénalités	8
13.1 - Pénalités de retard	8
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé	8
13.3 - Pénalité pour non-respect des clauses environnementales (article 9 du CCP)	8
14 - Assurances	8
15 - Résiliation du contrat	9
15.1 - Conditions de résiliation	9
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	9
16 - Règlement des litiges et langues	9
17 - Dérogations	9
18 - Clauses Techniques	10

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent : **Le Concert de rentrée « Start UGA » 2025.**

Dans le cadre de la journée festive de rentrée "Start UGA", l'Université Grenoble Alpes organise un concert, pour clôturer cette journée ; celui-ci se déroulera **le Jeudi 11 septembre 2025, à partir de 17h00, au Vendredi 12 septembre 2025, 00h30**, sur le Domaine Universitaire de Saint Martin d'Hères (38400).

Les caractéristiques et spécificités techniques sont détaillées à l'article 18 du présent Cahier des Clauses Particulières (CCP).

Lieu d'exécution :

Domaine Universitaire
Espaces Verts situés derrière le Bâtiment MUSE
80 rue Ampère
38400 Saint Martin d'Hères



1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP),
- Le Cahier des Clauses administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
- Le Mémoire Technique comprenant :
 - ✓ Les éléments techniques du Cadre de Réponse remis par le titulaire, au titre de son offre, portant sur :
 - Les moyens humains mis à disposition pour l'exécution du marché et la mobilisation d'étudiants pour garantir la bonne prise en compte du public étudiant dans l'évènement ;
 - La méthodologie proposée pour l'organisation de la prestation : descriptif du projet avec le détail des prestations (*planning, mesures de sécurité et lien avec le dispositif secouriste, mesures accès PMR, Nombre Sanitaires, Carte et tarifs restauration et Buvette, ...*) ;
 - Les performances en matière de protection de l'environnement, pendant l'évènement :
 - . Option de restauration végétarienne,
 - . Gestion des déchets (emballages alimentaires, collecte déchets ...).

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu à compter de la date de notification du contrat. Il se termine à la réalisation complète des prestations prévues au CCP qui doit intervenir au plus tard le 12 septembre 2025.

3.2 - Délais d'exécution

Les horaires du concert sont les suivants : Jeudi 11 septembre 2025, à partir de 17h00, jusqu'au Vendredi 12 septembre 2025, 00h30.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4 - Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement. Le prix sera indiqué en euros.

En complément et conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de la prestation, notamment :

- toutes les charges sociales, parafiscales, taxes de douane ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le prix comprend la mise en place et l'organisation de la buvette et des foodtrucks, à la charge du prestataire, qui encaisse directement les recettes liées à ces ventes. Toutefois, l'UGA indique que les prix de vente des boissons et des repas le jour de l'évènement, doivent être adaptés au public étudiant.

4.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

5 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

6.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire.

Le montant de l'avance est fixé à 50,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Il est précisé que le paiement interviendra en un seul règlement à l'admission totale de la prestation.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site :

Toute personne (titulaire, cotraitant, sous-traitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par l'Université Grenoble Alpes devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, l'Université Grenoble-Alpes se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

9 - Développement durable

Cette consultation comporte les conditions d'exécution, à caractère environnemental, suivantes :

- Concernant le service de restauration rapide proposé par le prestataire (type paëlla, diots, gratin de crozets, etc...), le service sera effectué en barquette carton.
- Concernant les boissons, il sera fait l'usage d'éco verres (écocup ou prestations similaires), à charge du prestataire.

10 - Constatation de l'exécution des prestations

10.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS, à l'exception d'une dérogation aux articles 28.2 et 30 du CCAG-FCS, au niveau du délai de vérification qui est de 1 jour maximum.

10.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS, *à l'exception d'une dérogation à l'article 30, portant sur le délai de décision tacite qui est de 1 jour maximum.*

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

12 - Garantie des prestations

Sans objet.

13 - Pénalités

13.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

13.1.1 Retard dans l'exécution de la prestation

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer, par demi-heure de retard, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 50,00 € (nets de TVA).

13.1.2 Retard dans la communication de la tête d'affiche

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais de communication de la tête d'affiche sont dépassés, par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer, par jour de retard, et sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- une pénalité forfaitaire fixée à 300,00 € (nets de TVA), si 15 jours avant la prestation,
- une pénalité forfaitaire fixée à 500,00 € (nets de TVA), si 8 jours avant la prestation.

13.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

13.3 - Pénalité pour non-respect des clauses environnementales (article 9 du CCP)

Si le titulaire ne respecte pas les exigences prévues à l'article 9 du présent CCP, relatives aux conditions d'exécution à caractère environnemental, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100,00 € (nets de TVA) par manquement constaté.

14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont les suivantes :

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation, sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

17 - Dérogations

- L'article 10.1 du CCP déroge aux articles 28.2 et 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 10.2 du CCP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 13.1 du CCP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021,
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021.

Caractéristiques du concert

- ▶ Concert plein air gratuit pouvant accueillir jusqu'à 6 000 personnes et qui aura lieu sur le domaine universitaire de Saint Martin d'Hères, pelouse située derrière le bâtiment MUSE (voir plan en fin de document) ;
- ▶ Programmation musicale originale, diversifiée et adaptée à la cible jeune et étudiante.

Les missions du prestataire

- ▶ Assurer la programmation artistique ainsi que la logistique artistique (accueil et accompagnement des groupes). Elle comprendra un warm-up par un DJ et/ou 1 artiste local, deux artistes émergents et une tête d'affiche nationale. ***La programmation devra être communiquée fin juin / début juillet 2025, au plus tard et sera impérativement validée par l'UGA ;***
- ▶ Assurer la technique et la logistique du montage du concert (si besoin, se coordonner avec les organisateurs de l'événement Start UGA pour la mise en commun de matériel) ;

Caractéristiques de la scène :

- Scène couverte mobile homologuée et installée sur route fermée
 - Aucune implantation ou piquage au sol ne sera réalisée (pas de procédure DT/DICT).
 - Surface plancher mini 60 m²
 - Hauteur plancher 0,9 à 1,1 m ;
- ▶ Assurer le barriérage de la zone de concert (barrières fournies par l'organisateur) ;
- ▶ Équiper le site en lumières (guirlandes et spots) pour une meilleure visibilité et un sentiment de sécurité accru pour le public ;
- ▶ Assurer la mise à disposition de sanitaires (toilettes sèches) ;
- ▶ Organiser la gestion des déchets (en coordination avec l'UGA) ;
Pour rappel, c'est l'UGA qui fournit les poubelles et le prestataire qui les installe.
- ▶ Assurer le nettoyage des lieux après le concert ;
- ▶ Prévoir d'habiller la scène avec des bâches latérales à la charte de l'événement (fournies par l'organisateur) afin de donner de la visibilité ;
- ▶ Mettre en place une arche indiquant l'entrée du concert et prévoir l'installation d'une banderole à la charte de l'événement (banderole fournie par l'organisateur) ;
- ▶ Mettre en place un dispositif de secouristes calibré pour l'événement ;

- ▶ Mettre en place pour la soirée une buvette et des foodtrucks (5 foodtrucks souhaités et 1 solution plus rapide, type paëlla, diots, gratin de crozets, etc... et servi en barquette carton) :
 - Buvette : utilisation d'éco verres (non fournis par l'organisateur) ;
 - Foodtrucks : utilisation de produits locaux dans la mesure du possible, pas de plastique à usage unique, prix adaptés à la cible étudiante ;

RAPPEL - La mise en place et l'organisation de la buvette et des foodtrucks, sont à la charge du prestataire, qui encaisse directement les recettes liées à ces ventes. Toutefois, l'UGA indique que les prix de vente des boissons et des repas le jour de l'évènement, doivent être adaptés au public étudiant.

Deux Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) obligatoires :

- PSE 1 : Mise en place d'un espace « Biergarten » couvert par des tentes berbères - surface souhaitée allant jusqu'à 400 m² (200 m² minimum) ;
- PSE 2 : Mobilier : tables et bancs - Installation de tables et de bancs sur la totalité de la surface du « Biergarten ».

Les missions gérées par l'organisateur (Université Grenoble Alpes)

- ▶ La sécurité de l'évènement : gardiennage du site (la veille, le jour J et le lendemain) et dispositif de sécurité (pendant l'évènement) ;
- ▶ La mise à disposition des loges à proximité immédiate de la scène ;
- ▶ Le branchement électrique (effectué par un électricien habilité de l'UGA) ;
- ▶ Le dépôt de dossier « Grand évènement » à la préfecture ;
- ▶ La communication de l'évènement.

